

## En Afrique, le soutien à la fiscalité régresse et la perception de l'évasion fiscale croît

Dépêche No. 428 d'Afrobarometer | Thomas Isbell et Lulu Olan'g

### Résumé

La fiscalité est un outil clé pour la mobilisation des ressources intérieures dans le monde entier. Dans nombre de pays africains, en revanche, les carences des systèmes d'administration fiscale réduisent la capacité des gouvernements à financer leurs programmes de développement et à fournir les services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, et les infrastructures (Drummond, Daal, Srivastava, & Oliveira, 2012).

Les recettes fiscales sont relativement peu importantes sur l'ensemble du continent. En 2018, 30 pays africains présentaient un ratio moyen de 16,5% entre les recettes fiscales et le produit intérieur brut, soit moins de la moitié du ratio observé dans les pays membres beaucoup plus riches de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (34,3%) (OCDE/CUA/ATAF, 2020).

Outre les insuffisances de capacité des organismes fiscaux gouvernementaux, la faiblesse des recettes fiscales peut être liée à des facteurs macroéconomiques tels que les grands secteurs agricoles et informels, généralement difficiles à fiscaliser (Di John, 2006; Mansour & Keen, 2009; Coulibaly & Gandhi, 2018; Moore, Prichard, & Fjeldstad, 2018). Une des questions qui se posent actuellement porte sur les modalités de taxation des entreprises hautement digitales – qui opèrent dans les pays africains sans nécessairement avoir une présence physique aisément imposable – dans des conditions équitables et qui n'entravent pas la croissance des nouvelles entreprises (Forum sur l'Administration Fiscale Africaine, 2020).

Mais la faiblesse des recettes fiscales peut aussi résulter de facteurs microéconomiques tels que la disposition des citoyens à payer des impôts (« conscience fiscale »), leur connaissance de ce dont ils sont redevables et de la destination de leurs impôts, ainsi que leur perception de la corruption dans l'administration fiscale (OCDE, 2019). Si les citoyens considèrent le paiement des impôts comme un échange fiscal ou une relation contractuelle (Moore, 2004), ces perceptions peuvent affecter la légitimité de la fiscalité dans son ensemble (D'Arcy, 2011).

Il ressort des données de l'enquête Afrobarometer recueillies dans 18 pays africains en 2019/2020 qu'une majorité d'Africains approuvent le droit de leur gouvernement à percevoir des impôts. Mais ce soutien à la fiscalité s'est affaibli au cours de la dernière décennie, tandis que le sentiment que les gens évitent souvent de payer leurs impôts a fortement progressé.

Par ailleurs, de nombreux Africains contestent l'équité de la charge fiscale de leur pays, et à peine la moitié d'entre eux estiment que le gouvernement consacre les recettes fiscales au bien-être de ses administrés.

Alors qu'une majorité d'entre eux seraient disposés à payer plus d'impôts pour soutenir les jeunes et le développement national, la plupart affirment avoir du mal à obtenir des informations sur les exigences et l'utilisation des impôts, et beaucoup considèrent les agents des impôts corrompus et indignes de confiance. De telles perceptions peuvent jouer un rôle

dans la disposition des citoyens à soutenir – et à respecter – l'administration fiscale de leur gouvernement.

## Enquête d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans quelques 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 ont été réalisées dans 18 pays entre août 2019 et mars 2020, avant l'interruption des travaux de terrain par la pandémie de COVID-19. Les enquêtes du Round 8 ont repris en octobre 2020 et devraient couvrir en tout au moins 35 pays.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant sur la base d'échantillons de 1.200 à 2.400 individus, représentatifs à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 18 pays s'appuie sur les données de 26.777 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. En rapportant des moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

## Résultats clés

- Par une marge de 2 contre 1 (61% contre 32%), les Africains affirment que leurs gouvernements ont le droit de contraindre les populations à payer des impôts. Mais la perception de la légitimité de l'impôt est relativement faible en Angola (36%), au Malawi (37%), et au Lesotho (40%), et l'est tout autant parmi les citoyens plus pauvres, moins éduqués, et sans emploi.
  - En moyenne, le soutien au droit du gouvernement à percevoir des impôts a diminué de 9 points de pourcentage dans les 15 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, le Malawi étant en tête avec une baisse de 31 points. La Sierra Leone est le seul pays où la légitimité perçue des impôts s'est accrue (de 7 points) au cours de la dernière décennie.
- Les Africains ont tendance à penser que les citoyens ordinaires paient trop d'impôts et que les riches en paient trop peu. La plupart des Africains (70%) approuvent le principe de taxer les riches à des taux plus élevés pour soutenir les programmes destinés à aider les pauvres. Les opinions sont partagées sur la question de savoir si le gouvernement devrait s'assurer que les petits commerçants et les autres personnes du secteur informel paient des impôts.
- La moitié seulement (49%) des Africains estiment que leurs gouvernements consacrent les recettes fiscales au bien-être de leurs administrés. Deux tiers (67%) souhaitent que le Parlement contrôle les modalités d'utilisation des recettes fiscales.
- Dans la plupart des pays, les citoyens sont très divisés sur la question de savoir s'ils seraient prêts à payer plus d'impôts en échange de meilleurs services publics.
  - Mais en moyenne, des majorités approuveraient des impôts plus élevés pour soutenir des programmes de soutien aux jeunes (57%) et financer le développement de leur pays sans avoir recours à des prêts de sources extérieures (64%).

- Une bonne moitié (51%) des Africains affirment que les citoyens de leur pays évitent « souvent » ou « toujours » de payer les impôts dont ils sont redevables. Une grande majorité sont d'accord en Côte d'Ivoire (74%), en Tunisie (74%), au Ghana (72%), au Gabon (65%), et en Sierra Leone (65%).
  - La perception de l'évasion fiscale est montée en flèche au cours de la dernière décennie. Dans les 15 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, la proportion des répondants qui déclarent que les gens évitent souvent/toujours de payer leurs impôts s'est accrue de 20 points de pourcentage, dont une hausse de 42 points au Ghana et des hausses à deux chiffres dans tous les pays sondés, à l'exception du Cabo Verde (+6 points).
- Plus de six sur 10 répondants (62%) déclarent qu'il leur est difficile de savoir quelles taxes ou redevances ils sont censés payer, et plus encore (77%) éprouvent des difficultés à découvrir les usages auxquels leur gouvernement destine les recettes fiscales.
- Plus d'un tiers (35%) des Africains déclarent que « la plupart » ou « tous » les agents des impôts sont corrompus, en plus des 43% qui estiment que « certains » se livrent à des actes de corruption. Quatre seulement sur 10 Africains (39%) affirment faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la direction des impôts.
- La perception de la légitimité des impôts est plus forte chez les citoyens qui font confiance à la direction des impôts et au parti au pouvoir, et qui estiment que le gouvernement consacre les recettes fiscales aux besoins de la population.

## Légitimité et équité de la fiscalité

### *Droit du gouvernement à percevoir des impôts*

Par une marge de 2 contre 1 (61% contre 32%), les Africains affirment que leurs gouvernements ont le droit de contraindre les populations à payer des impôts. Plus de trois quarts des citoyens approuvent ce droit en Sierra Leone (89%) et en Éthiopie (81%). Mais dans cinq des 18 pays sondés, moins de la moitié sont d'accord: Angola (36%), Malawi (37%), Lesotho (40%), Guinée (45%), et Nigeria (49%) (Figure 1).

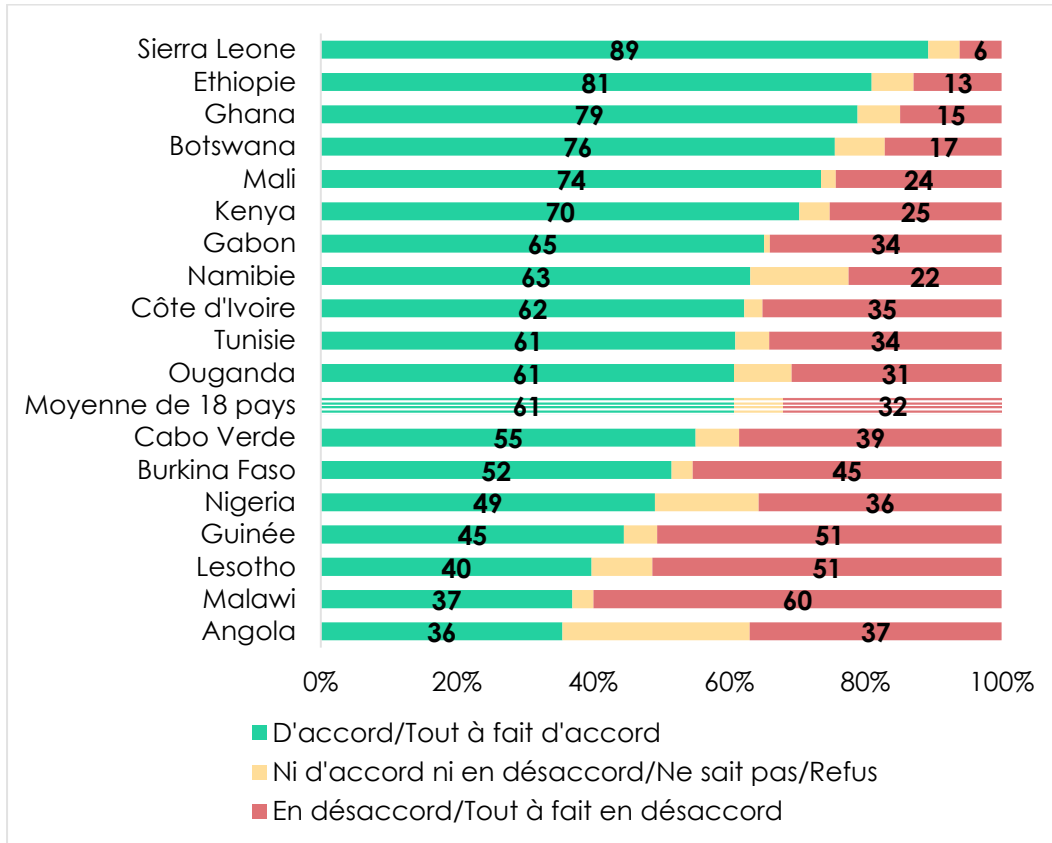
En moyenne, dans les 15 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, le soutien au droit du gouvernement à percevoir les impôts a régressé de 9 points de pourcentage. Le soutien a régressé dans 13 des 15 pays, dont une baisse remarquable de 31 points au Malawi (Figure 2). La Sierra Leone est le seul pays où la légitimité perçue des impôts s'est accrue au cours de la période (par 7 points).

La perception de la légitimité des autorités fiscales du gouvernement croit de manière significative avec le niveau d'éducation des répondants (jusqu'à 74% parmi ceux qui ont le niveau post-secondaire) et leur statut socio-économique (jusqu'à 69% parmi les répondants qui n'ont pas connu la pauvreté vécue<sup>1</sup>) (Figure 3). Les citoyens ayant un emploi à temps plein sont plus susceptibles d'être d'accord (69%) que ceux qui n'ont pas un emploi (57%-59%), de même que les hommes (64%) par rapport aux femmes (58%).

---

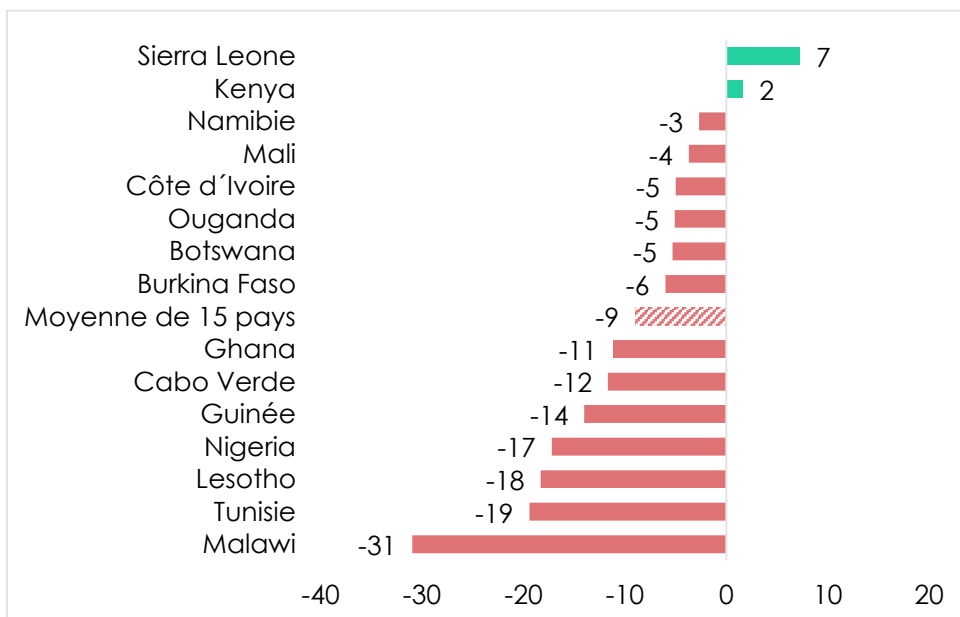
<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 1: Le gouvernement a-t-il le droit de contraindre les populations à payer les impôts? | 18 pays | 2019/2020**



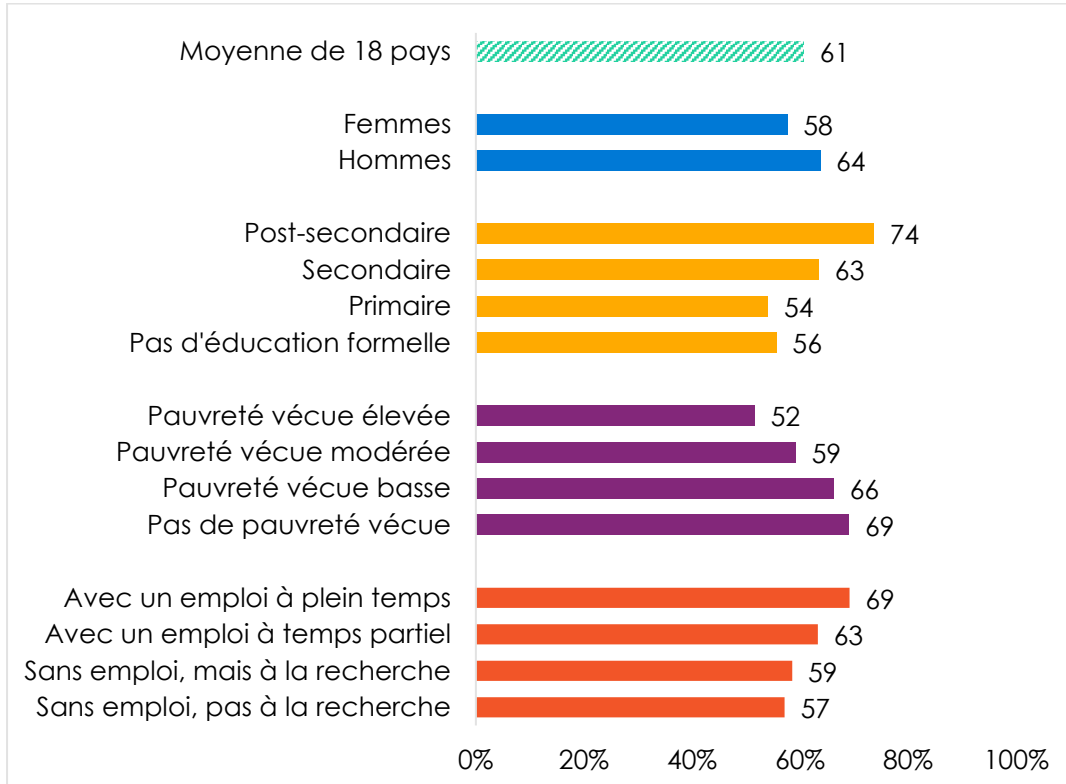
**Question posée aux répondants:** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts?

**Figure 2: Evolution du soutien au droit du gouvernement à percevoir les impôts | 15 pays | 2011-2020**



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les rounds d'enquêtes 2011/2013 et 2019/2020, des proportions de répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre à payer les impôts.

**Figure 3: Soutien au droit du gouvernement à percevoir les impôts** | par groupe socio-démographique | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

### Équité du système fiscal

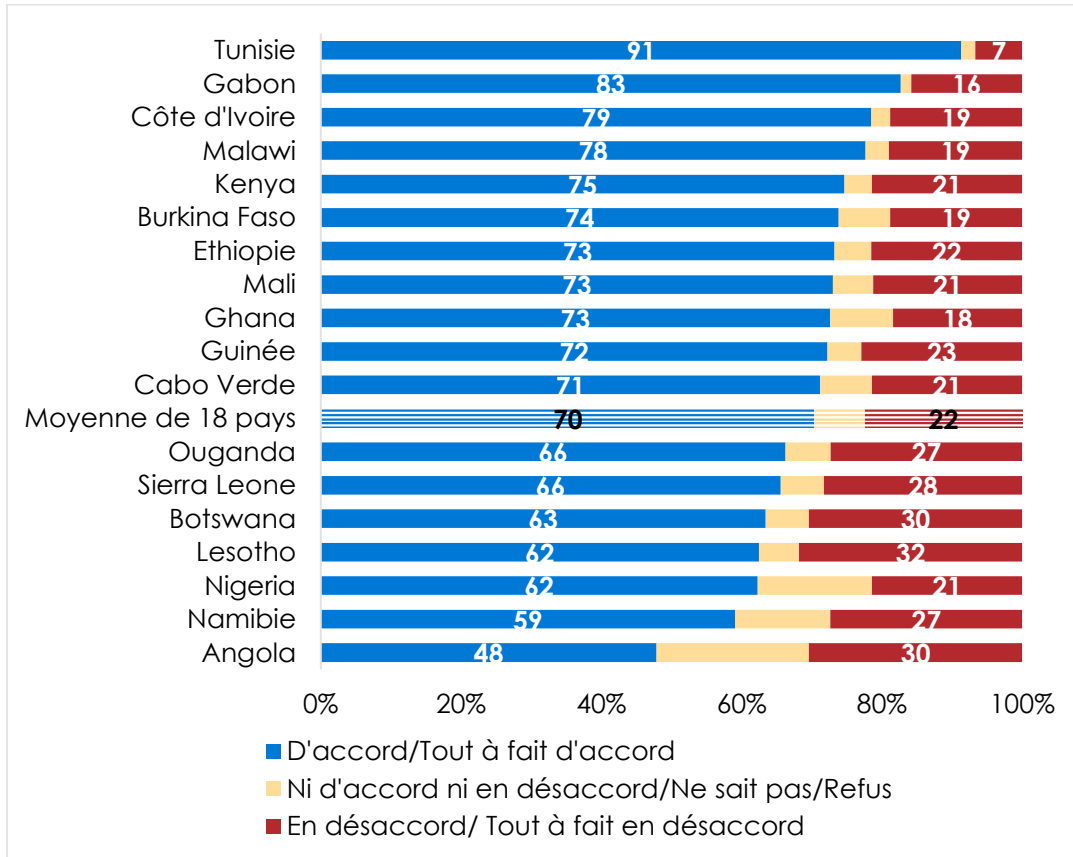
En plus de jouir d'une légitimité de base, l'administration fiscale d'un pays doit être jugée équitable si elle veut susciter le soutien et le respect de la population (D'Arcy, 2011). Les résultats d'enquête suggèrent des inquiétudes quant à la répartition équitable de la charge fiscale.

Sept sur 10 Africains (70%) considèrent qu'il serait juste de taxer les riches à des taux plus élevés que les gens ordinaires afin de financer les programmes gouvernementaux destinés à soutenir les pauvres. Les opposants à cette approche représentent moins d'un tiers des citoyens dans tous les pays sondés (Figure 4).

Mais les avis sont plus partagés sur la question de savoir si le gouvernement devrait faire en sorte que les petits commerçants et autres personnes du secteur informel paient des impôts: En moyenne, une petite majorité (53%) des répondants sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord », tandis que 42% sont en désaccord.

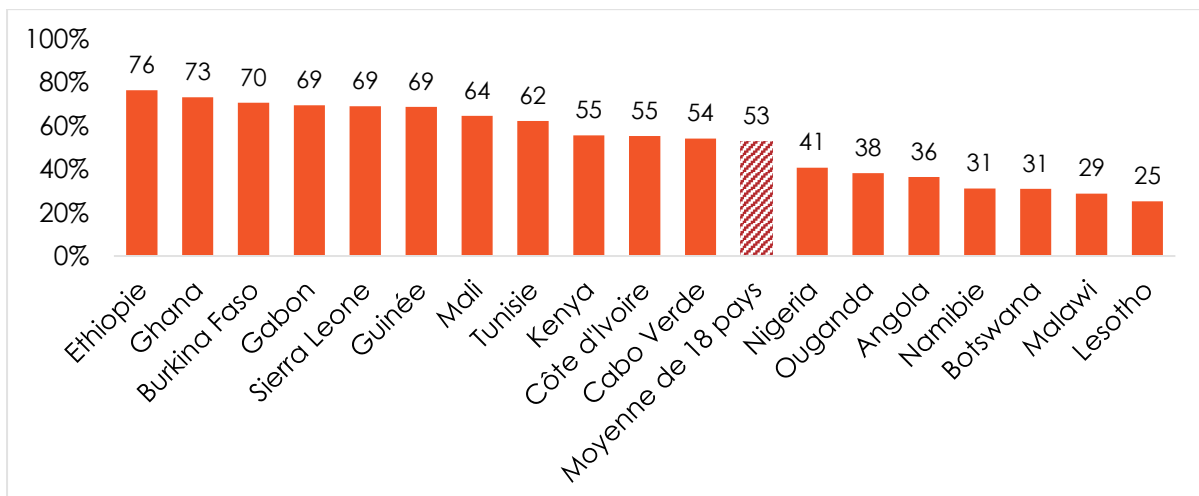
Plus de sept sur 10 citoyens sont favorables à l'imposition du secteur informel en Éthiopie (76%) et au Ghana (73%). Mais moins d'un tiers des répondants sont d'accord au Lesotho (25%), au Malawi (29%), au Botswana (31%), et en Namibie (31%) (Figure 5).

**Figure 4: Équité des taux d'imposition plus élevés pour les riches en faveur des pauvres** | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Etes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: Il est équitable d'imposer les riches à un taux plus élevé que les gens ordinaires de sorte à aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres?

**Figure 5: Le gouvernement devrait s'assurer que le secteur informel s'acquitte des impôts** | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Etes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: Le gouvernement devrait s'assurer que les petits commerçants et les autres personnes opérant dans le secteur informel paient des taxes sur leurs affaires?

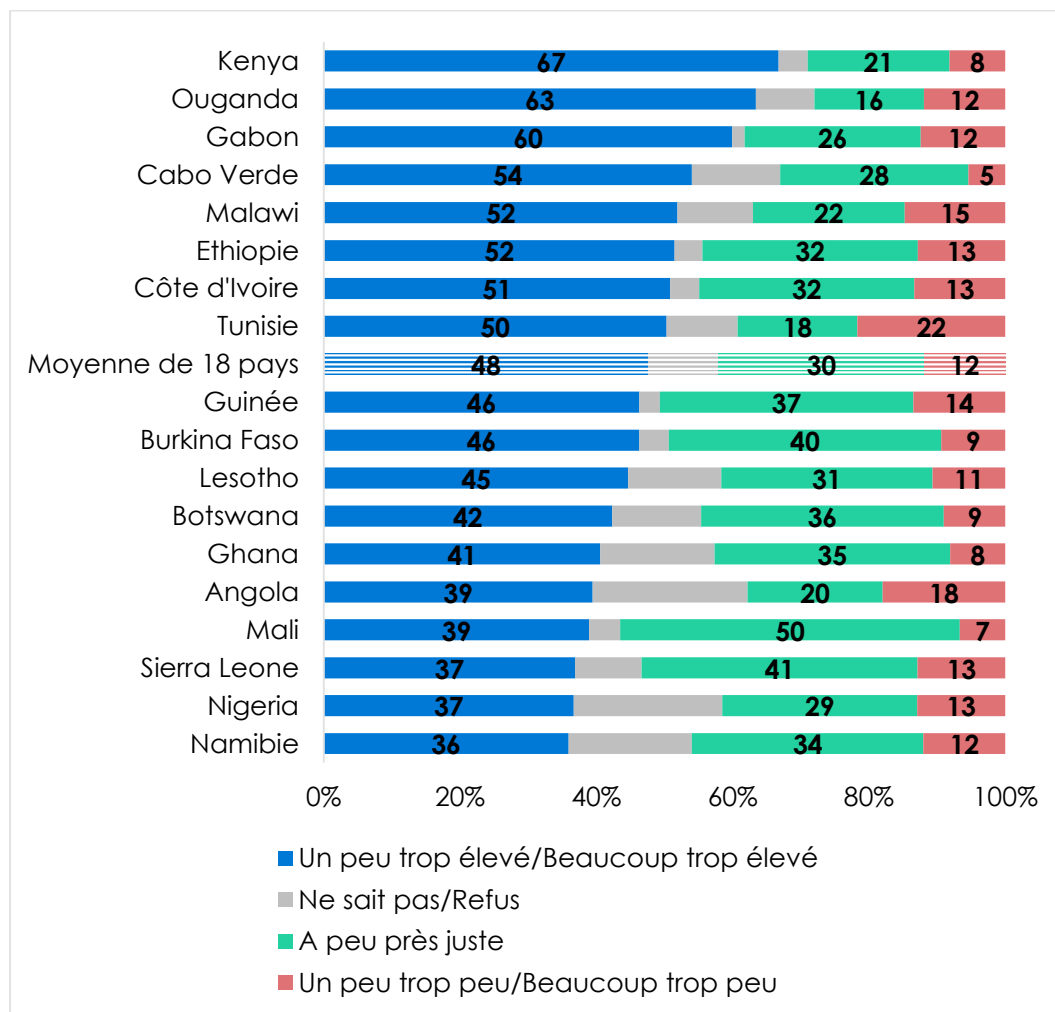
Pour ce qui est du montant des impôts que les gens ordinaires doivent payer, les répondants sont quatre fois plus susceptibles de déclarer qu'ils paient trop cher plutôt que trop peu (48% contre 12%), tandis que 30% estiment que le montant est plus ou moins correct (Figure 6).

La perception de la surcharge fiscale des citoyens ordinaires est la plus répandue au Kenya (67%), en Ouganda (63%), et au Gabon (60%). Mais dans huit pays, les citoyens qui estiment que les taux d'imposition des gens ordinaires sont justes ou trop bas sont plus nombreux que ceux qui les considèrent trop élevés: Namibie, Nigeria, Sierra Leone, Mali, Ghana, Botswana, Burkina Faso, et Guinée.

Les riches, en revanche, sont plus largement jugés sous-taxés que surtaxés. Si 36% des répondants affirment que les riches paient trop peu d'impôts, 19% seulement estiment qu'ils en paient trop, et 29% pensent qu'ils paient plus ou moins le bon montant (Figure 7). Le Malawi, l'Éthiopie, et l'Ouganda sont les seuls pays où ceux qui répondent « trop » sont plus nombreux que ceux qui offrent la réponse « pas assez ». Inversement, plus de six sur 10 Gabonais (63%) et Tunisiens (61%) estiment que les citoyens riches paient trop peu d'impôts.

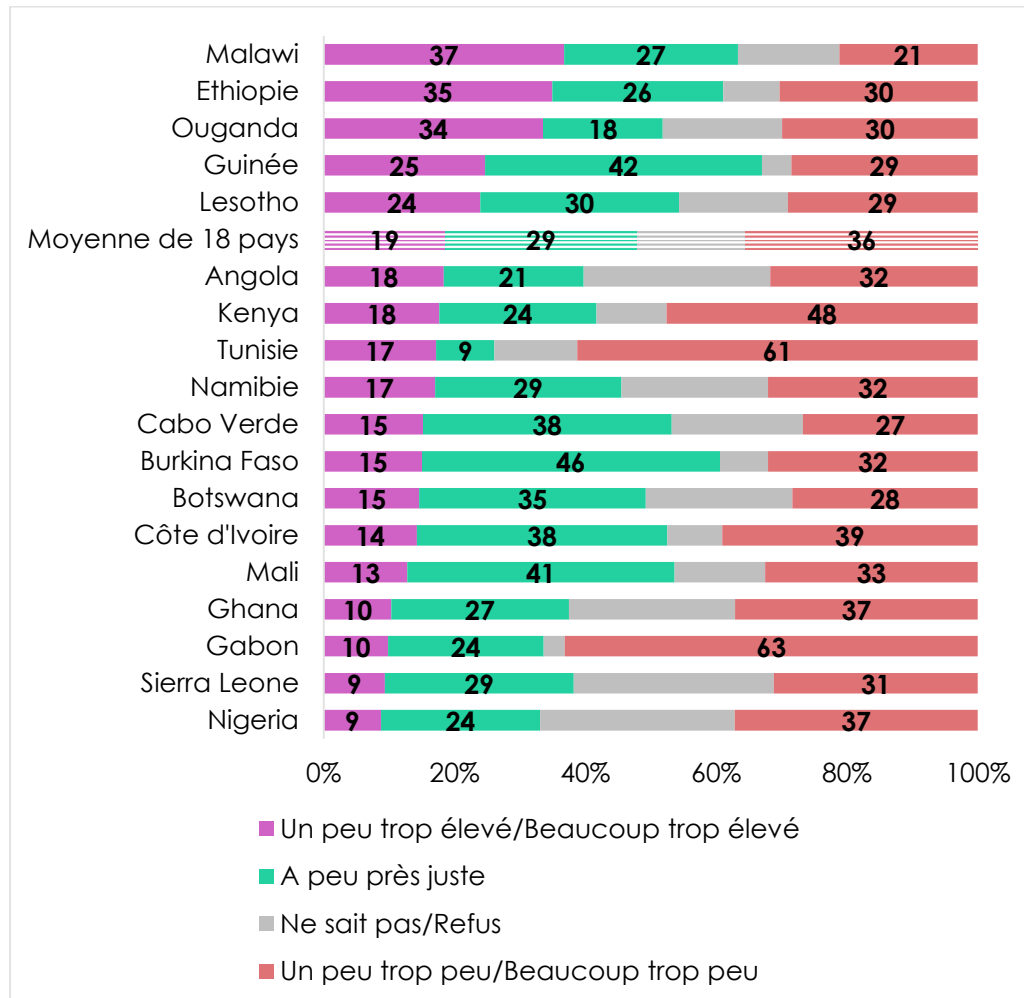
**Figure 6: Les gens ordinaires sont-ils soumis à des taux d'imposition trop élevés?**

| 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Pensez-vous que le montant d'impôts que les gens ordinaires sont tenus dans ce pays de payer au gouvernement est trop peu, trop élevé, ou à peu près juste?

**Figure 7: Les riches sont-ils soumis à des taux d'imposition trop élevés? | 18 pays**  
 | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Pensez-vous que le montant d'impôts que les riches sont tenus dans ce pays de payer au gouvernement est trop peu, trop élevé, ou à peu près juste?

### Les impôts et la redevabilité des gouvernements

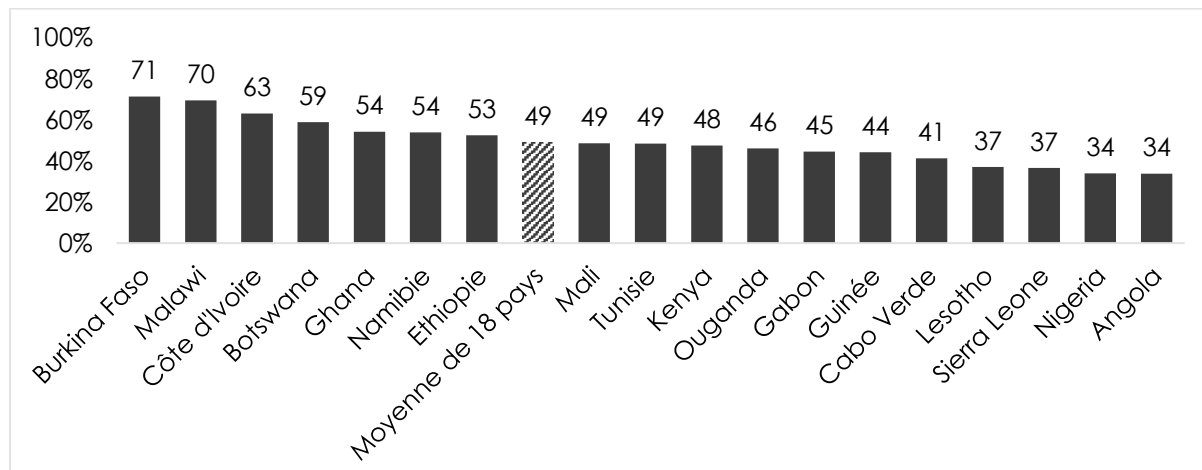
La disposition des citoyens à payer leurs impôts peut dépendre en partie de l'usage qui sera fait, selon eux, de leur argent (D'Arcy, 2011; Ali, Fjeldstad et Sjursen, 2014; Isbell, 2016). En moyenne, à travers les 18 pays, la moitié (49%) seulement des Africains estiment que leurs gouvernements consacrent les recettes fiscales au bien-être de leurs administrés, tandis que 36% disent le contraire et que 14% ne prennent pas position, affirmant qu'ils « ne savent pas » ou refusant de répondre à la question.

Les Burkinabè (71%) et les Malawiens (70%) sont relativement confiants quant à la bonne destination que le gouvernement réserve aux recettes fiscales. Mais un tiers seulement des citoyens partagent cette opinion au Nigeria (34%) et en Angola (34%) (Figure 8).

Conformément à certains doutes sur l'utilisation faite de l'argent des contribuables par le gouvernement, deux tiers (67%) des Africains soutiennent que le Parlement devrait veiller à ce que le président lui rende régulièrement compte de l'usage qu'il fait des recettes fiscales (Figure 9). Les citoyens du Cabo Verde sont particulièrement sensibles à cette exigence (82%). Seules la Tunisie (49%) et l'Angola (46%) ne partagent pas majoritairement cet avis.

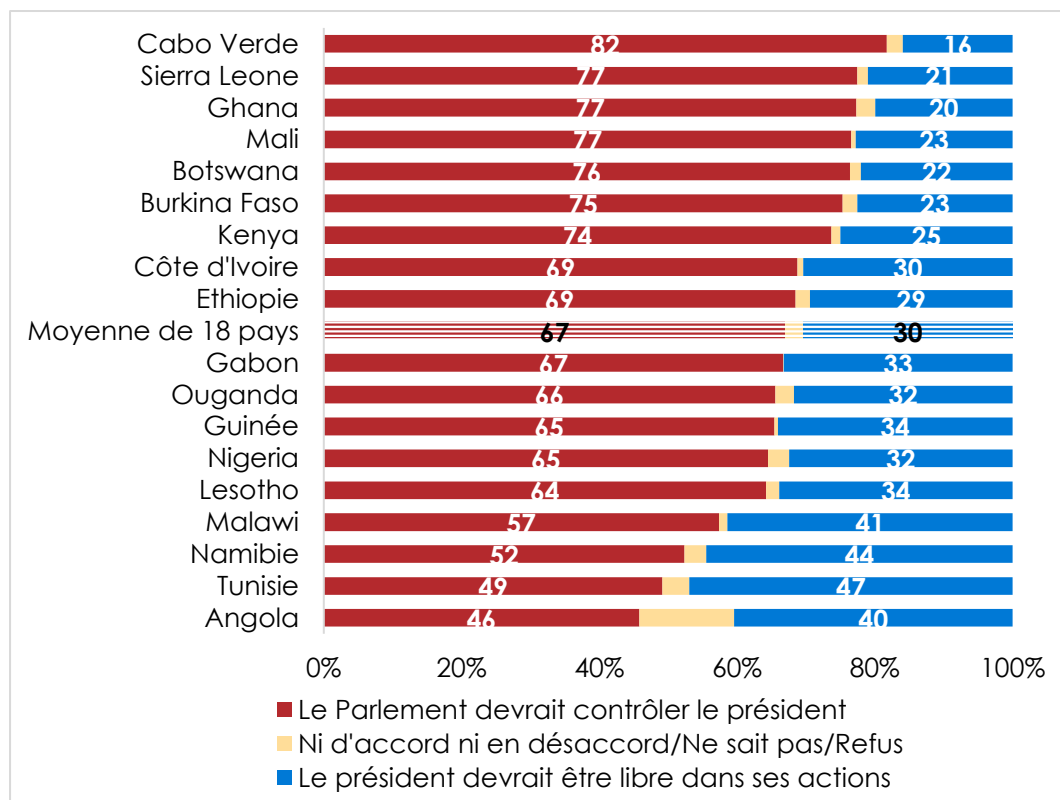


**Figure 8: Le gouvernement utilise les recettes fiscales pour le bien-être des citoyens**  
| 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Etes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: Habituellement, le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des citoyens? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

**Figure 9: Le Parlement devrait-il contrôler l'usage qui est fait de l'argent du contribuable?** | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Affirmation 1: Le Parlement devrait veiller à ce que le président de la République lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent des contribuables.

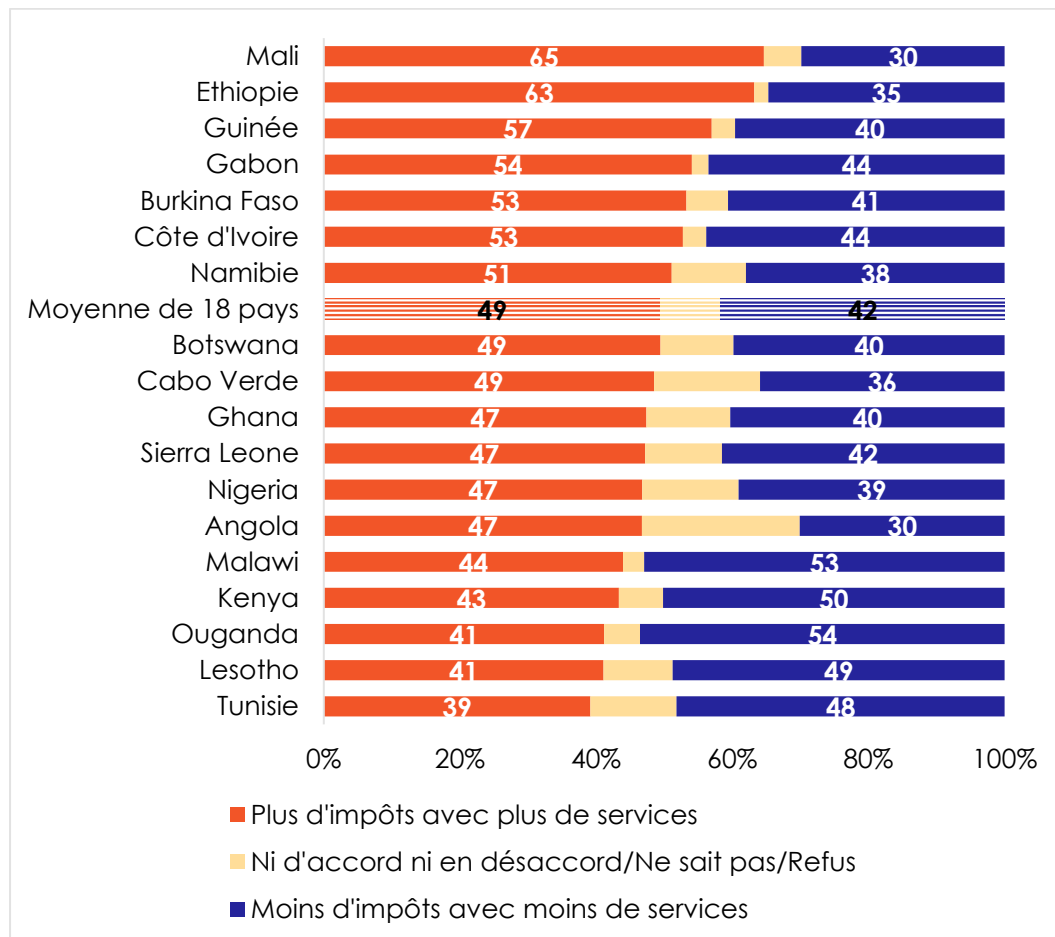
Affirmation 2: Le président de la République devrait se concentrer entièrement sur le développement du pays au lieu de perdre son temps à justifier ses actions.

Si la plupart des citoyens souhaitent avoir un compte rendu de l'utilisation des recettes fiscales, ils sont fortement divisés quant à leur disposition à payer plus d'impôts en échange de meilleurs services publics. La moitié (49%) seraient favorables à un tel compromis, mais presque autant (42%) s'y opposeraient.

Les Maliens et les Éthiopiens sont les plus favorables à une augmentation des taxes en échange de meilleurs services (65% et 63%, respectivement), et les partisans sont plus nombreux que les opposants dans 13 des 18 pays. Mais la plupart des pays enregistrent un désaccord considérable sur cette question (Figure 10). La Tunisie, qui est la plus favorable à l'idée de taxer plus lourdement les riches pour aider les pauvres (91%, Figure 4), est le pays qui soutient le moins l'idée d'augmenter les taxes en échange de meilleurs services (39%).

Le soutien à une augmentation des impôts en échange de meilleurs services est plus fort chez les jeunes (54% des 18-25 ans) que chez leurs aînés (42% des 66 ans ou plus) (Figure 11). Les opinions diffèrent peu selon le sexe et le statut professionnel des répondants.

**Figure 10: Plus d'impôts pour plus de services ou moins d'impôts pour moins de services? | 18 pays | 2019/2020**



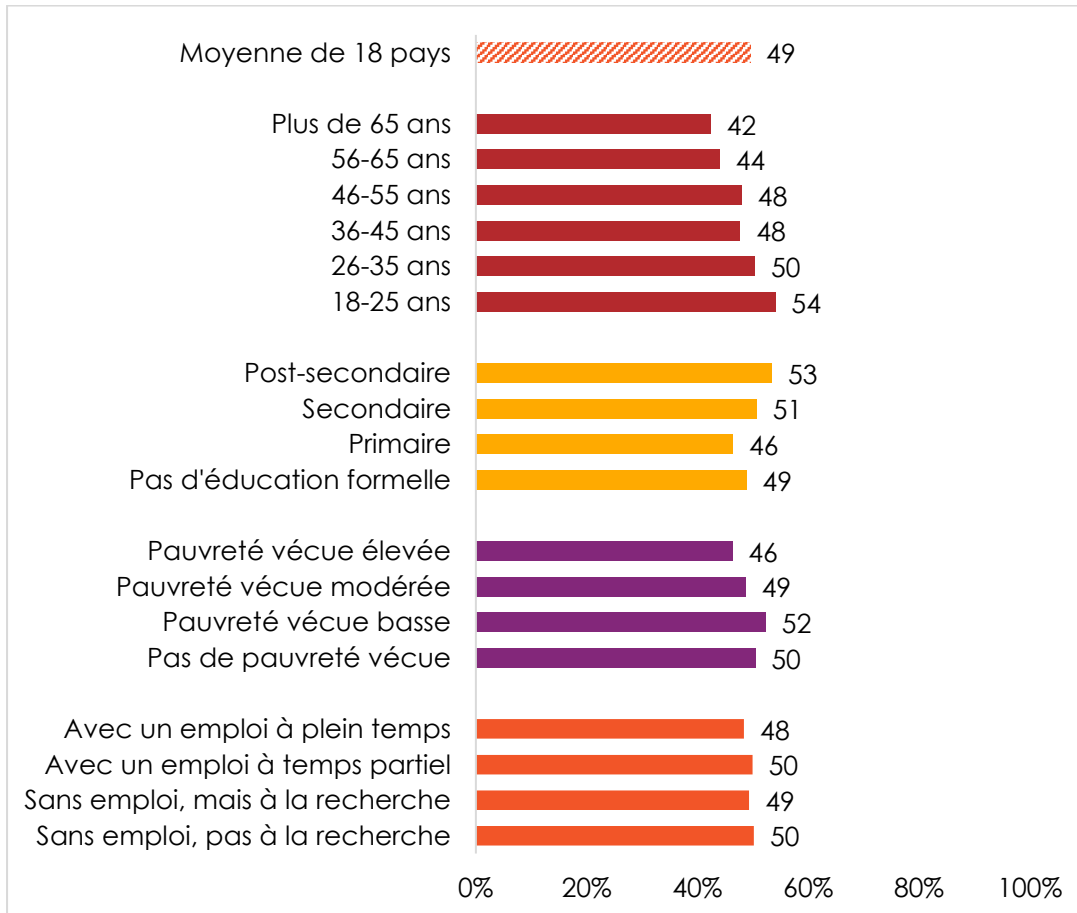
**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Il est préférable de payer plus d'impôts si cela veut dire que le gouvernement améliorera la prestation des services.

Affirmation 2: Il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

**Figure 11: Préférence pour plus d'impôts pour plus de services gouvernementaux**  
 | par groupe socio-démographique | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Il est préférable de payer plus d'impôts si cela veut dire que le gouvernement améliorera la prestation des services.

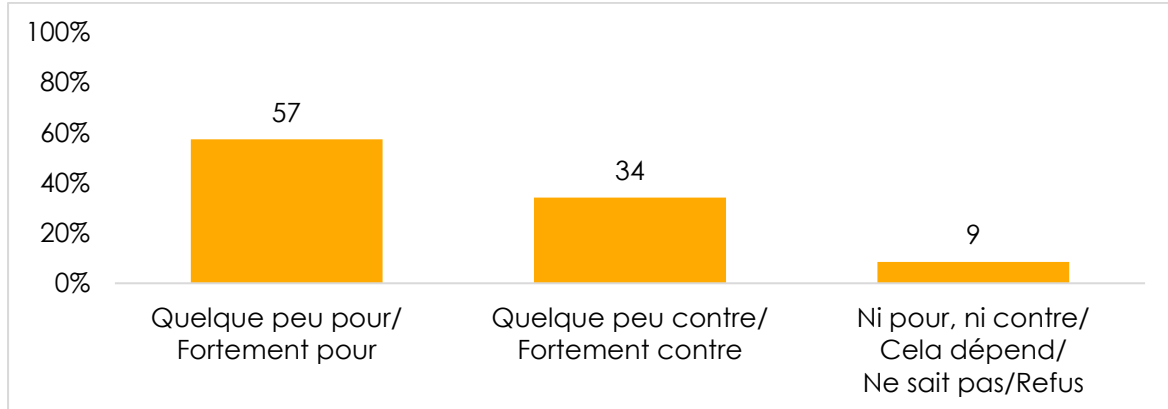
Affirmation 2: Il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1)

Cependant, la majorité (57%) des répondants seraient favorable à une augmentation des impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes, surtout pour la création d'emplois (Asiamah, Sambou, & Bhoojedhur, 2021), tandis qu'environ un tiers seulement (34%) s'y opposeraient (Figure 12).

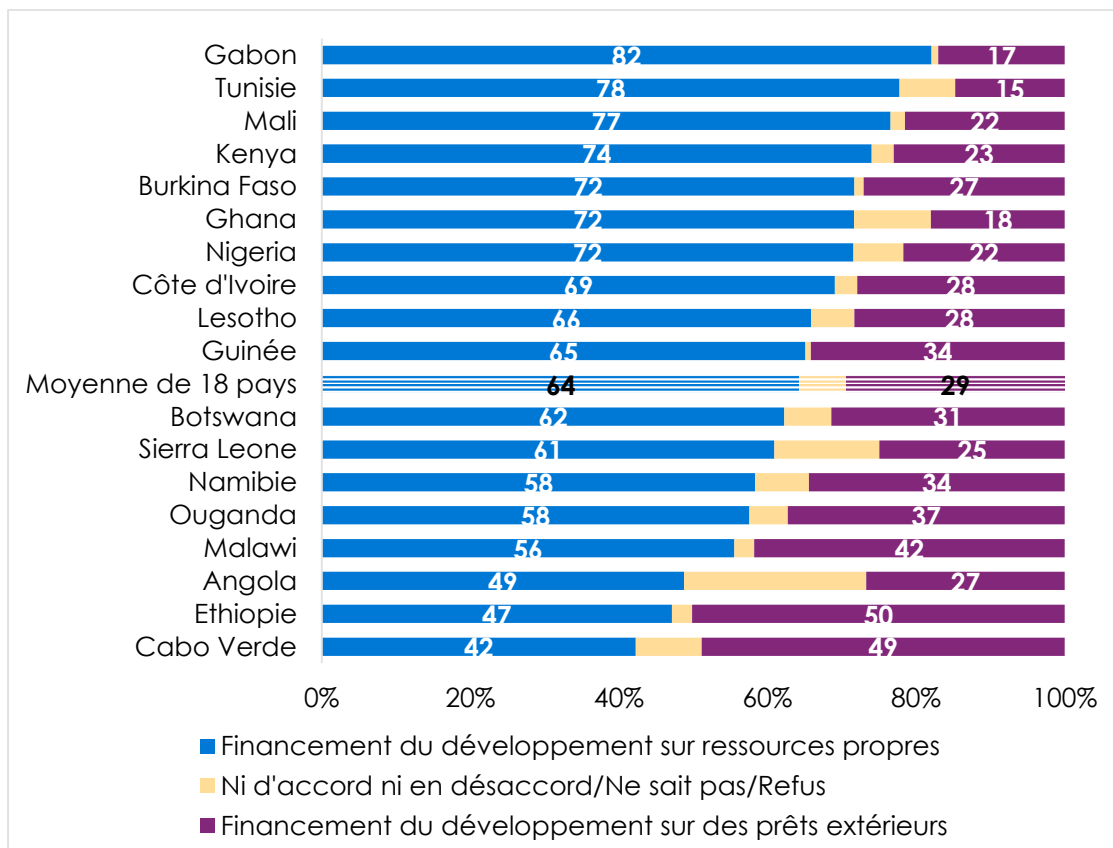
Près de deux tiers (64%) seraient prêts à payer plus d'impôts pour financer le développement de leur pays sans avoir recours à des prêts de pays étrangers et d'institutions extérieures. Seuls deux pays – le Cabo Verde et l'Éthiopie – enregistrent un soutien plus fort aux prêts extérieurs qu'à l'utilisation des ressources nationales, y compris une taxation plus forte, afin de financer le développement national (Figure 13).

**Figure 12: Payer plus d'impôts pour soutenir les programmes en faveur des jeunes?**  
 | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision?

**Figure 13: Financement du développement sur ressources propres ou des prêts extérieurs?**  
 | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes.

Affirmation 2: Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement du pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Expériences en matière de fiscalité

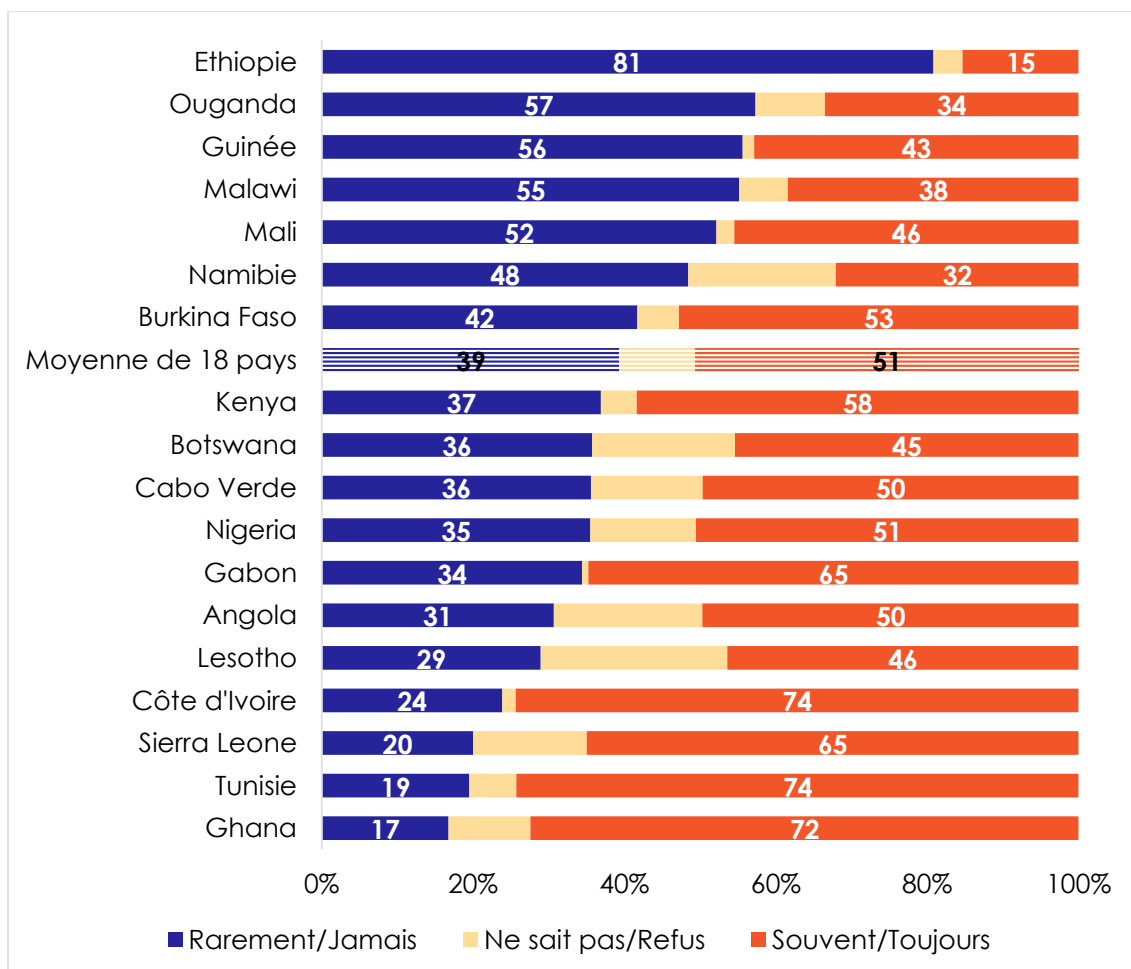
En dépit d'un grand soutien à la fiscalité, et dans certains cas même à l'augmentation des impôts, les citoyens font état de diverses expériences qui constituent autant de défis pour une administration fiscale efficace, notamment l'évasion fiscale, la difficulté pour savoir quels impôts payer et quelle utilisation est faite des recettes fiscales, et la corruption perçue chez les agents des impôts.

En moyenne, à travers 18 pays, une bonne moitié (51%) des Africains affirment que les habitants de leur pays évitent « souvent » ou « toujours » de payer les impôts qu'ils doivent. Seulement 39% affirment que cela n'arrive que « rarement » ou « jamais » (Figure 14).

L'Éthiopie est un cas particulier: 81% des répondants déclarent que les gens n'évitent que rarement/jamais leurs impôts. Des majorités sont du même avis en Ouganda (57%), en Guinée (56%), au Malawi (55%), et au Mali (52%).

Mais de fortes majorités affirment que l'évasion fiscale est répandue en Côte d'Ivoire (74%), en Tunisie (74%), au Ghana (72%), au Gabon (65%), et en Sierra Leone (65%).

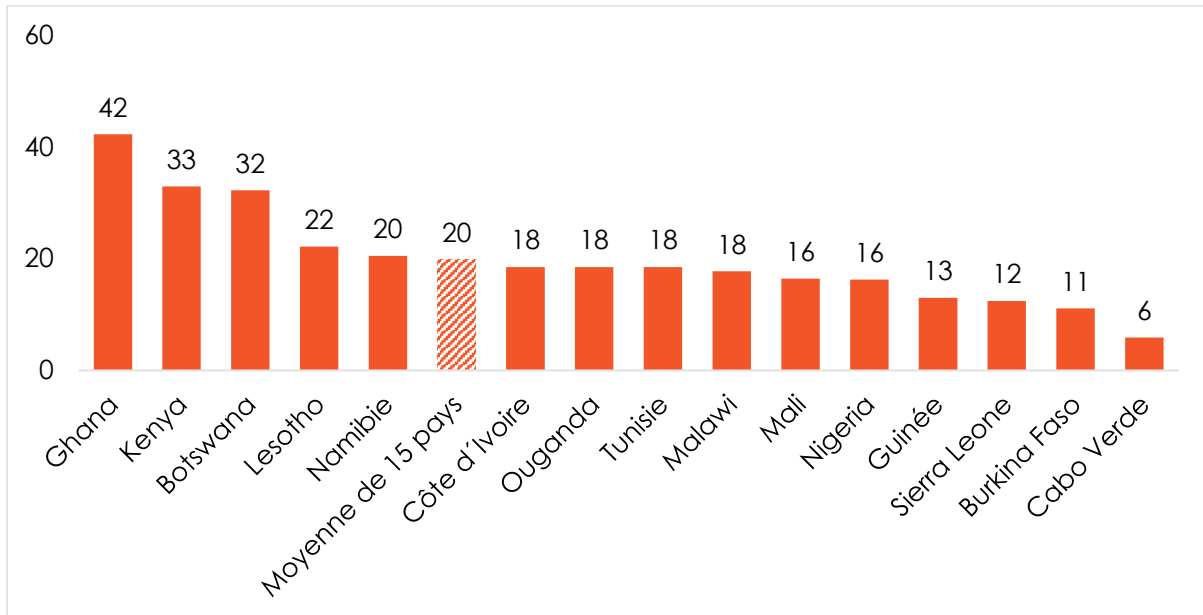
**Figure 14: Fréquence de l'évasion fiscale | 18 pays | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement?

La perception de l'évasion fiscale est montée en flèche au cours de la dernière décennie. En moyenne, dans les 15 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, la proportion des répondants qui affirment que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer leurs impôts s'est accrue de 20 points de pourcentage, de 32% à 52%. Cet accroissement inclut des hausses de 42 points au Ghana, 33 points au Kenya, et 32 points au Botswana. Cette perception a connu une croissance à deux chiffres dans tous les pays sondés, à l'exception du Cabo Verde (+6 points) (Figure 15).

**Figure 15: Evolution de l'évasion fiscale | 15 pays | 2011-2020**



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2011/2013 et 2019/2020, des proportions des répondants qui déclarent que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer des impôts.

Il se peut qu'au moins certains non-payeurs aient une excuse: Plus de six sur 10 répondants (62%) déclarent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de savoir quels impôts ou taxes ils sont censés payer. Par contre, 28% seulement affirment que cette information est facile à obtenir.

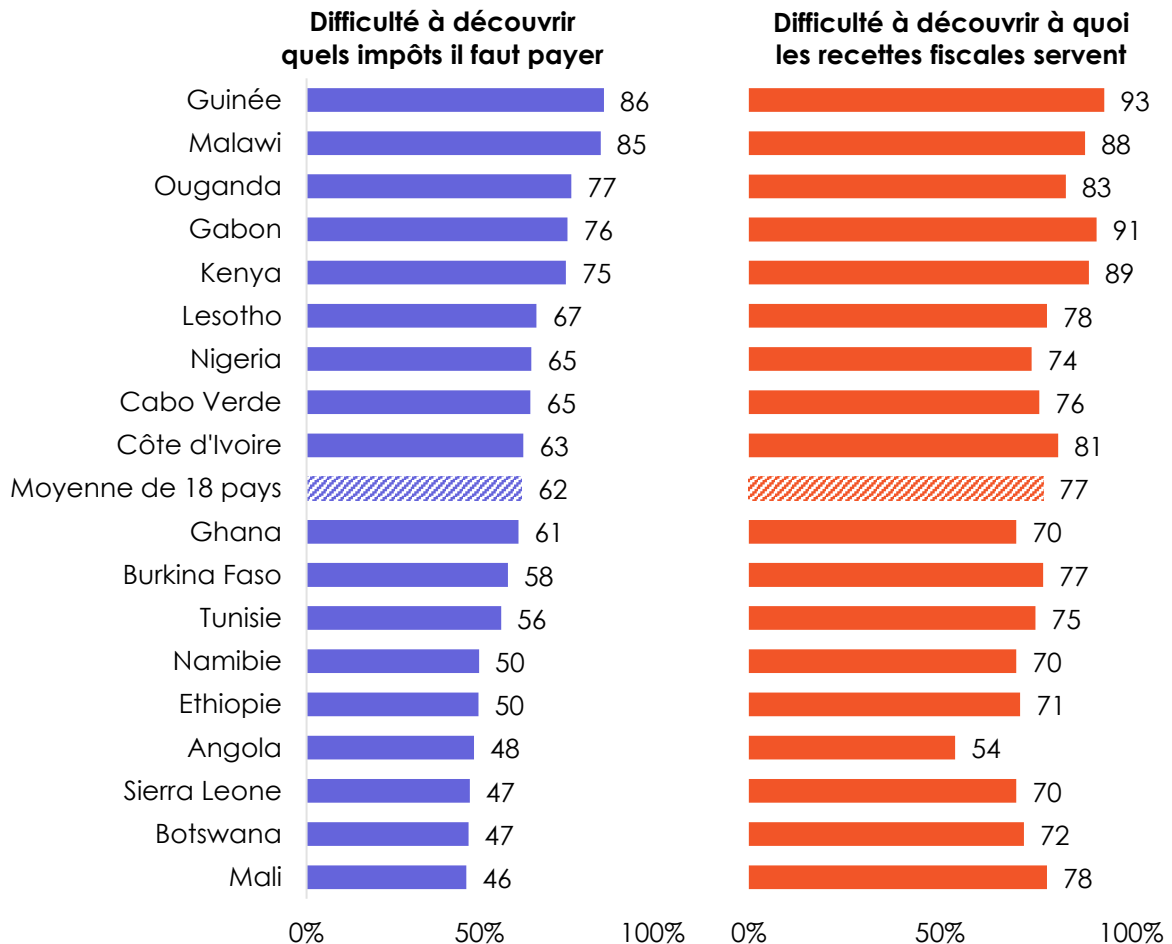
Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

Les Guinéens (86%) et les Malawiens (85%) sont particulièrement susceptibles de faire état de difficultés, mais un seul pays sondé, le Mali, enregistre (quelque peu) plus de citoyens qui trouvent qu'il est facile plutôt que difficile (49% contre 46%) de déterminer ce qu'ils doivent (Figure 16).

Une plus grande majorité (77%) des répondants déclarent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de savoir à quelles dépenses le gouvernement affecte ses recettes fiscales.

Ici aussi, la Guinée (93%) et le Malawi (88%) arrivent en tête, suivis du Gabon (91%) et du Kenya (89%). Les Angolais (54%) sont les moins susceptibles de faire cas de difficultés (bien que 19% seulement disent que c'est facile, alors que 27% disent qu'ils « ne savent pas » ou refusent de répondre à la question).

**Figure 16: Difficulté à avoir des informations relatives aux impôts | 18 pays**  
 | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit:

Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement?

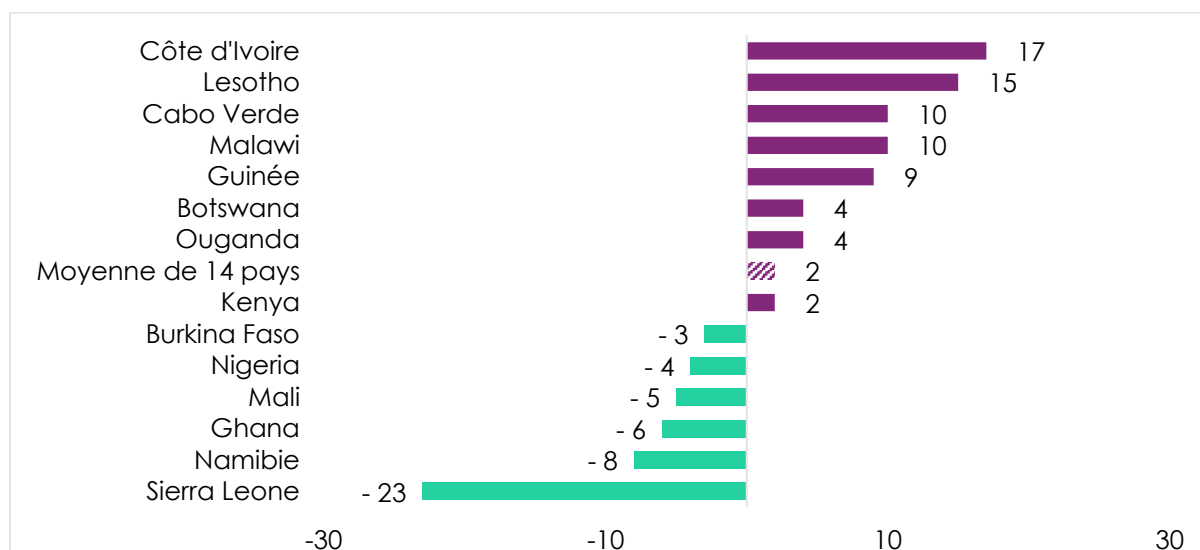
Se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables?

(% de « difficile » ou « très difficile »)

Le sentiment qu'il est difficile de savoir quelles taxes l'on doit payer a considérablement évolué au fil du temps, bien que la moyenne dans 14 pays depuis 2011/2013 ait peu évolué (+2 points de pourcentage). Nous constatons la plus grande amélioration en Sierra Leone, où la proportion des répondants qui déclarent éprouver des difficultés a régressé de 23 points de pourcentage. La Côte d'Ivoire (+17 points) et le Lesotho (+15 points) sont en tête de la liste des sept pays où les citoyens sont plus nombreux à déclarer que ces informations sont difficiles à obtenir (Figure 17).

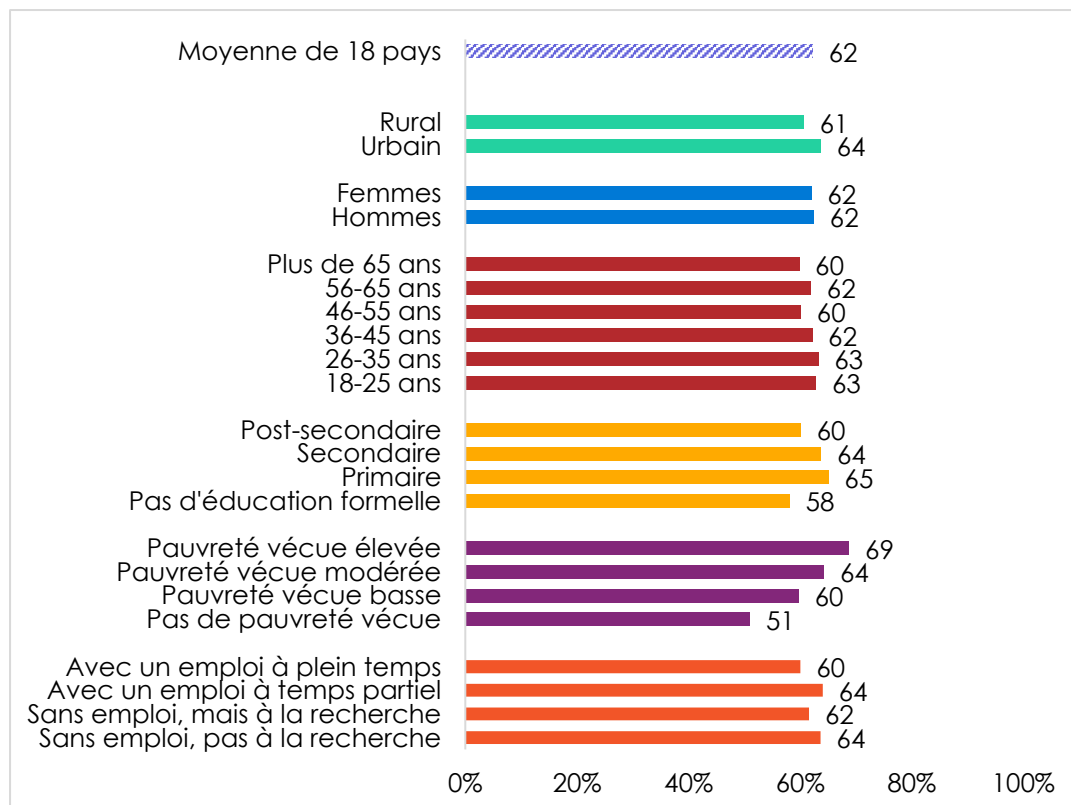
Les citoyens pauvres sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'il est difficile de savoir quels impôts et taxes ils doivent payer (69%) que les citoyens les plus aisés (51%). Mais les citoyens ayant fait des études post-secondaires (60%) sont à peu près aussi susceptibles que ceux qui n'ont pas d'éducation formelle (58%) d'éprouver des difficultés à obtenir ces informations (Figure 18).

**Figure 17: Evolution de la difficulté perçue à découvrir quels impôts l'on doit payer**  
 | 14 pays\* | 2011-2020



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2011/2013 et 2019/2020, des proportions des répondants qui déclarent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de savoir quelles taxes ils sont censés payer. \*Cette question n'a pas été posée en Tunisie en 2011/2013.

**Figure 18: Difficulté à découvrir quels impôts il faut payer** | par groupe socio-démographique | 18 pays | 2019/2020



**Question posée aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement? (% de « difficile » ou « très difficile »)

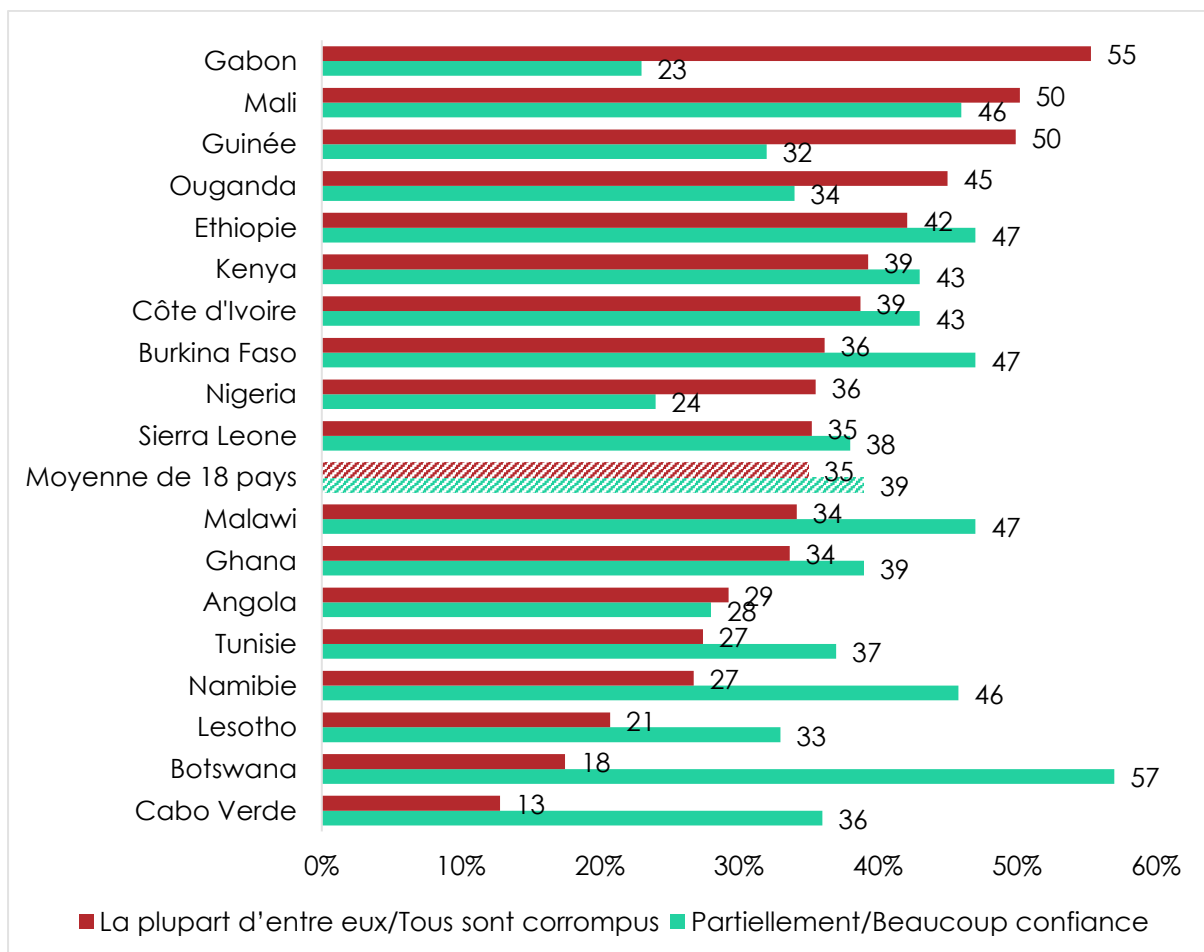


Outre le manque d'informations sur les impôts qu'ils doivent payer et sur comment le gouvernement utilise ses recettes, le respect des règles fiscales peut être compromis par la perception du public que les agents des impôts sont corrompus et indignes de confiance.

Plus d'un tiers (35%) des répondants déclarent que « la plupart » ou « tous » les agents des impôts sont impliqués dans des actes de corruption, en plus des 43% qui considèrent que « certains » agents des impôts sont corrompus. La perception de la corruption au sein de la direction des impôts est particulièrement élevée au Gabon (55% la plupart/tous), au Mali (50%), et en Guinée (50%). Inversement, moins d'un sur cinq citoyens perçoivent une corruption généralisée au sein de la direction des impôts au Cabo Verde (13%) et au Botswana (18%) (Figure 19).

En outre, seuls quatre sur 10 Africains (39%) disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la direction des impôts, tandis que plus de la moitié (53%) déclarent faire « juste un peu » ou « pas du tout » confiance. Le Botswana est le seul pays sondé où la majorité (57%) des répondants affirment faire confiance à la direction des impôts. Moins d'un sur quatre citoyens considèrent que la direction des impôts est digne de confiance au Gabon (23%) et au Nigeria (24%).

**Figure 19: Corruption et confiance: agent des impôts | 18 pays | 2019/2020**

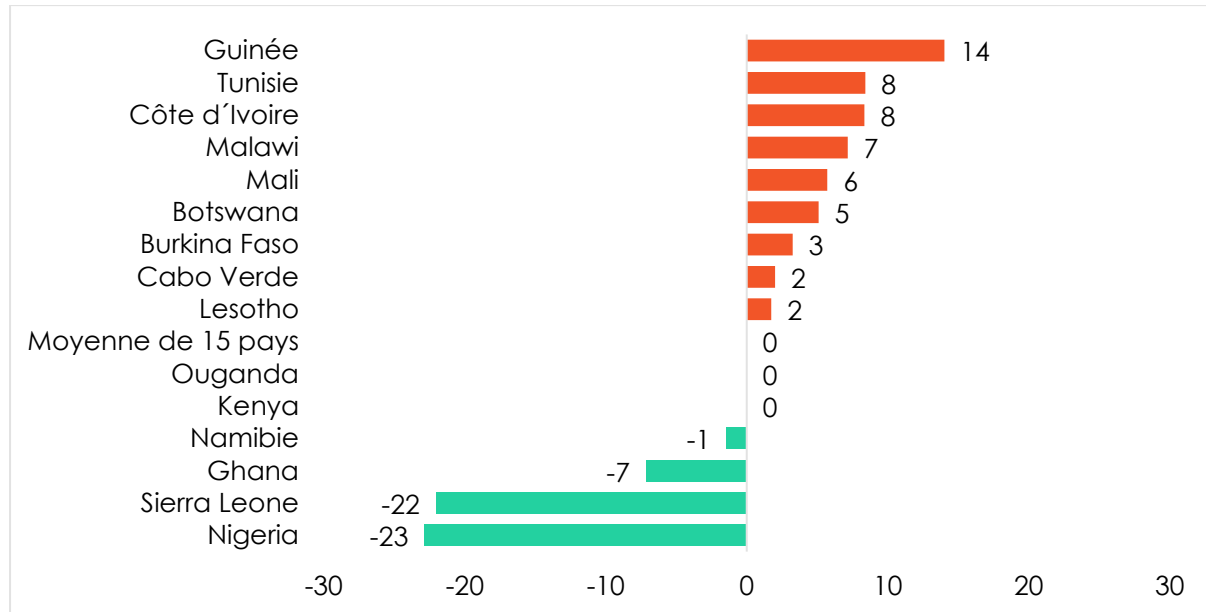


**Question posée aux répondants:**

*Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Les agents des impôts? A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La Direction Générale des Impôts?*

Au cours des 10 dernières années, la perception de la corruption parmi les agents des impôts a considérablement régressé au Nigeria (-23 points de pourcentage) et en Sierra Leone (-22 points). Mais elle s'est accrue en Guinée (+14 points), en Tunisie (+8 points), en Côte d'Ivoire (+8 points), au Malawi (+7 points), au Mali (+6 points), au Botswana (+5 points), et au Burkina Faso (+3 points) (Figure 20).

**Figure 20: Evolution de la corruption perçue parmi les agents des impôts | 15 pays | 2011-2020**



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les enquêtes de 2011/2013 et 2019/2020, des proportions des répondants qui déclarent que « la plupart » ou « tous » les agents des impôts sont corrompus.

## Conclusion

Si les Africains qui soutiennent le droit de l'État à percevoir des impôts sont beaucoup plus nombreux que ceux qui ne le soutiennent pas, la perception de la légitimité des impôts a régressé au cours de la dernière décennie. Dans le même temps, de plus en plus d'Africains pensent que leurs concitoyens échappent régulièrement à leurs obligations fiscales.

Une administration fiscale performante est confrontée à de nombreux défis sur le continent. Les Africains ont tendance à penser que les gens ordinaires paient trop d'impôts, et que les riches – qui, selon eux, devraient payer plus en vue d'aider les pauvres – en paient trop peu. Et la moitié seulement des citoyens pensent que leurs gouvernements consacrent leurs recettes fiscales au bien-être des populations.

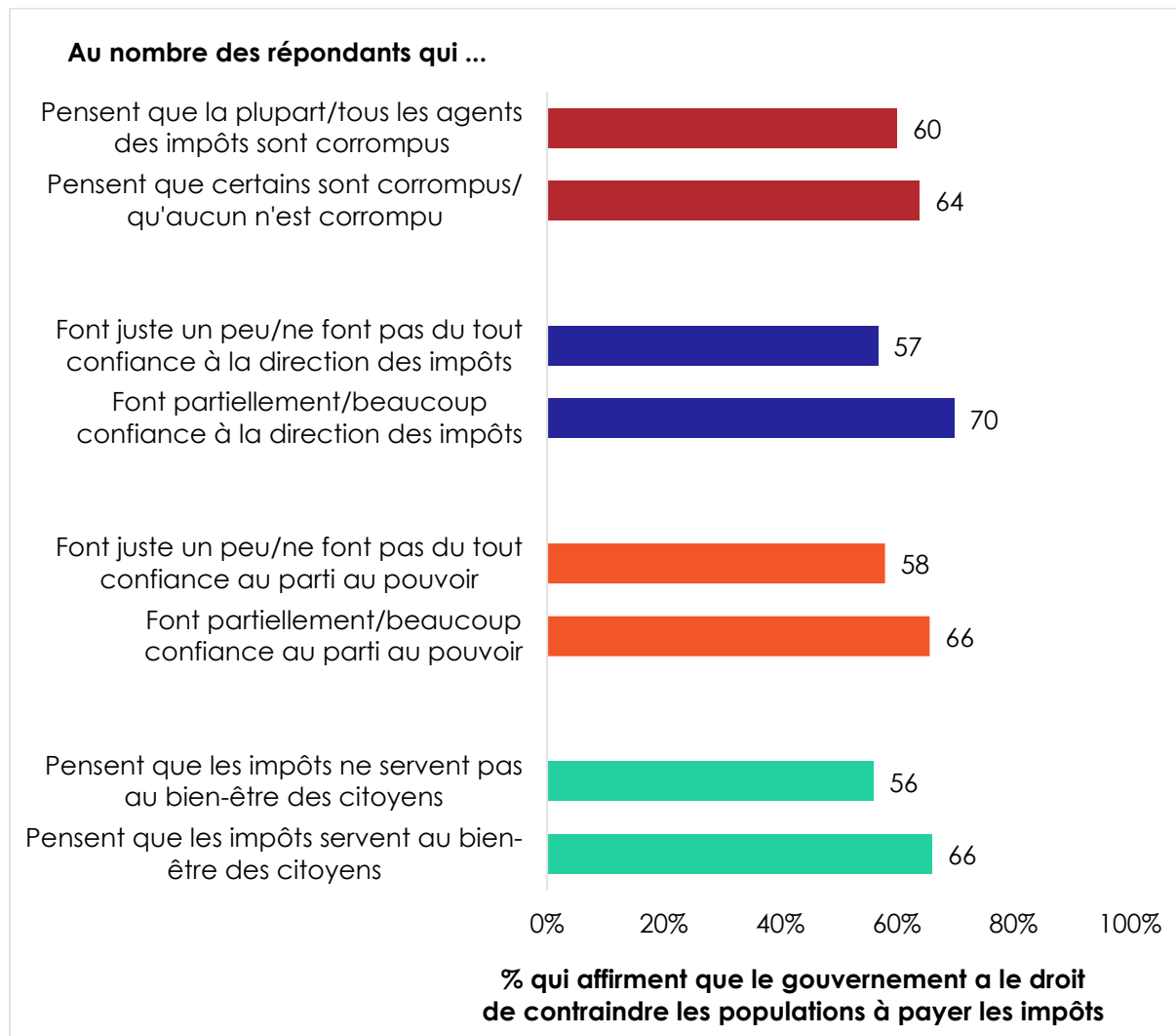
Si la majorité des gens sont favorables à l'idée de payer plus d'impôts pour soutenir les jeunes et le développement national, l'évasion fiscale est considérée comme un phénomène généralisé, et la plupart des citoyens affirment qu'il est difficile d'obtenir des informations sur les impôts qu'ils doivent et sur l'utilisation que fait le gouvernement des recettes fiscales. Par ailleurs, une grande proportion de la population considère que les fonctionnaires du fisc sont corrompus et indignes de confiance.

Conformément à des recherches antérieures établissant un lien entre la légitimité de la fiscalité et la perception des services publics (Ali, Fjeldstad, d& Sjursen, 2014; Isbell, 2017), ces perceptions pourraient bien influencer sur la mesure dans laquelle le public soutient – et respecte – le droit du gouvernement à percevoir les impôts. Par exemple, les répondants qui

perçoivent la plupart des agents des impôts comme corrompus et indignes de confiance sont moins susceptibles de percevoir la légitimité des impôts (Figure 21). Il en est de même pour les répondants qui ne font pas confiance au parti au pouvoir, et peut-être par extension pas à son programme financé par l'argent du contribuable.

Plus révélateur encore, le soutien au droit du gouvernement à percevoir des impôts est de 10 points de pourcentage plus élevé lorsque les populations pensent que les recettes fiscales sont consacrées au bien-être des citoyens.

**Figure 21: Légitimité de la fiscalité, en fonction des avis relatifs à la direction des impôts, au parti au pouvoir, et à l'utilisation des recettes fiscales | 18 pays | 2019/2020**



**Question posée aux répondants:**

*Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Les agents des impôts? A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La Direction Générale des Impôts? Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Le parti au pouvoir? Etes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: Habituellement, le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des citoyens? Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts.*

## Références

- Ali, M., Fjeldstad, O. H., & Sjørusen, I. H. (2014). To pay or not to pay? Citizens' attitudes toward taxation in Kenya, Tanzania, Uganda, and South Africa. *World Development*, 64, 828-842.
- Asiamah, G., Sambou, O. D., & Bhoojedhur, S. (2021). Selon les Africains, leurs gouvernements négligent la jeunesse. Dépêche No. 418 d'Afrobarometer.
- Coulibaly, B. S., & Gandhi, D. (2018). Mobilization of tax revenues in Africa: State of play and policy options. Africa Growth Initiative, Brookings. Note d'information No. 148.
- D'Arcy, M. (2011). Why do citizens assent to pay tax? Legitimacy, taxation and the African state. Document de Travail No. 126 d'Afrobarometer.
- Di John, J. (2006). The political economy of taxation and tax reform in developing countries. WIDER Document de Travail No. 2006/74.
- Drummond, M. P., Daal, M. W., Srivastava, M. N., & Oliveira, M. L. E. (2012). Mobilizing revenue in sub-Saharan Africa: Empirical norms and key determinants. Document de Travail No. 12/108 du FMI.
- Forum sur l'Administration Fiscale Africaine. (2020). Domestic resource mobilization (digital services taxation in Africa). Note d'information.
- Isbell, T. (2016). Are Africans willing to pay higher taxes or user fees for better health care? Document de Politique No. 37 d'Afrobarometer.
- Isbell, T. (2017). Tax compliance: Africans affirm civic duty but lack trust in tax department. Document de Politique No. 43 d'Afrobarometer.
- Mansour, M., & Keen, M. (2009). Revenue mobilization in sub-Saharan Africa: Challenges from globalization. Document de Travail No. 09/157 du FMI.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Moore, M. (2004). Revenues, state formation, and the quality of governance in developing countries. *International Political Science Review*, 25, 297-319.
- Moore, M., Prichard, W., & Fjeldstad, O.H. (2018). *Taxing Africa: Coercion, reform and development.* Zed Books.
- OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique). (2019). Tax morale: What drives people and businesses to pay taxes?
- OCDE/CUA/FAFA (Organisation de Coopération et de Développement Economique/Commission de l'Union Africaine/Forum sur l'Administration Fiscale Africaine). (2020). Revenue statistics in Africa 2020.

## Annexe

**Tableau A.1: Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents**

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Angola</b>	Nov. - Déc. 2019	N/A
<b>Botswana</b>	Juillet - Août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Burkina Faso</b>	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2-17
<b>Cabo Verde</b>	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
<b>Ethiopie</b>	Déc. 2019 - Jan 2020	2013
<b>Gabon</b>	Fév. 2020	2015, 2017
<b>Ghana</b>	Sept - Oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Guinée</b>	Nov. – Déc. 2019	2013, 2015, 2017
<b>Kenya</b>	Août - Sept 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
<b>Lesotho</b>	Fév. - Mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Malawi</b>	Nov. - Déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Mali</b>	Mars - Avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Namibie</b>	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Nigéria</b>	Jan - Fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
<b>Ouganda</b>	Sept - Oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
<b>Sierra Leone</b>	Mars 2020	2012, 2015, 2018
<b>Tunisie</b>	Fév. - Mars 2020	2013, 2015, 2018

**Thomas Isbell** est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: [tisbell@afrobarometer.org](mailto:tisbell@afrobarometer.org).

**Lulu Olan'g** est chercheuse indépendante et doctorante à l'Université de Nazarbaïev au Kazakhstan. Email: [lulu.silas@gmail.com](mailto:lulu.silas@gmail.com).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le round 8 d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org), pour plus d'informations.

Suivez nos publications grâce au mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche No. 428 d'Afrobarometer | 23 février 2021